

# le pouvoir aux travailleurs

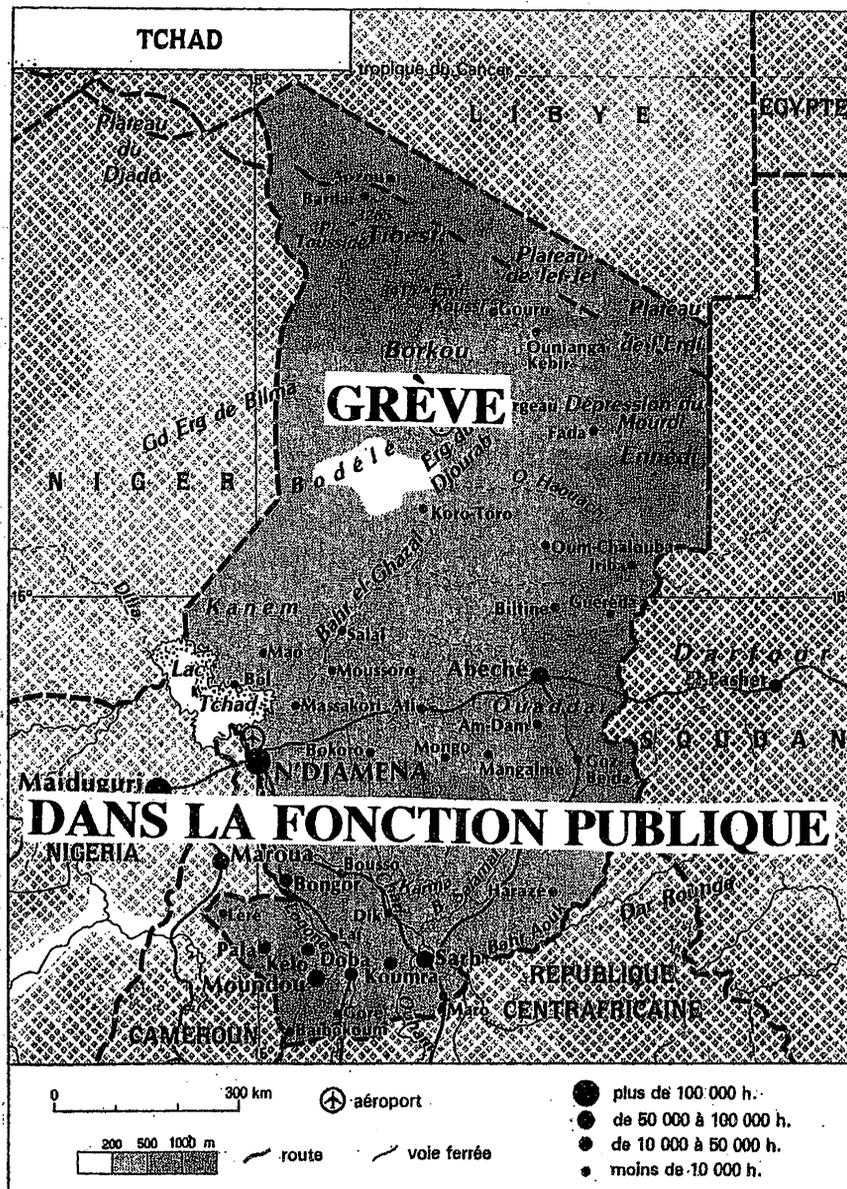
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 19 JUIN 2007

N° 337 PRIX 0,60 Euro



SOMMAIRE AU VERSO

**S O M M A I R E**

Page 2  
Editorial:

Page 4  
Côte d'Ivoire  
Trois mois après  
l'accord de Ouaga, un  
semblant de paix dans  
une situation de  
misère pour les  
classes pauvres

Page 6  
Sénégal  
Une flambée des prix  
qui augmentera encore  
plus la misère

Page 8  
Mali: Kouchner à  
Bamako, paroles  
d'hypocrite

Page 10  
Immigration: Une  
politique en conti-  
nuité

Page 11  
Sembène Ousmane: Un  
homme qui a défendu  
la cause des opprimés

**ABONNEMENT**  
**FRANCE:**

12 numéros : 15 euros  
Le paiement se fait  
uniquement en espèces  
ou en timbres-poste  
courants.

autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42  
92114 CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

**T C H A D**

**GRÈVE DANS LA  
FONCTION PUBLIQUE**

La grève des travailleurs du secteur public commencée depuis le 2 mai dernier continue. Selon le secrétaire général de l'Union des syndicats du Tchad (UST) qui a appelé à la grève, le mouvement est bien suivi à Ndjaména et dans certaines grandes villes du pays. Les travailleurs ont observé, dans un premier temps une grève d'avertissement de deux semaines pour réclamer une augmentation de 300 % des salaires et des retraites et la hausse du Smig de 100 %. Rappelons que, à l'arrivée du dictateur Hissen Habré au pouvoir en 1980, tous les salaires étaient divisés par deux sous prétexte qu'il n'y avait rien dans les caisses de l'Etat. Ceux qui l'ont succédé n'ont pas rétabli cette situation; rappelons aussi que depuis des décennies les salaires n'ont pas bougé alors que l'inflation était galopante. A cela il faut ajouter les conséquences dramatiques de la dévaluation de 50% du franc CFA en 1994. Aujourd'hui, ce que gagnent les petits fonctionnaires, autour de 25000 francs CFA -et les travailleurs du secteur privé encore moins- ne suffit plus depuis un certain temps à faire vivre eux et leurs familles. Certains sont obligés de s'endetter auprès des commerçants, d'autres arrivent à tenir tant bien que mal, grâce au petit commerce tenu par leurs femmes. Dans le même temps des dignitaires du régime et leurs familles vivent dans un luxe insolent grâce aux détournements des dividendes du pétrole et au pillage des caisses de l'Etat (villas, voitures tout terrain rutilantes, shopping en Europe, comptes bancaires bien garnis à l'étranger, etc.)

Les moyens financiers existent largement pour satisfaire les revendications des travailleurs. En effet, selon un rapport rendu officiel par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), le Tchad a engrangé plus de 103 millions de dollars pendant la première année de vente du pétrole en 2003; elle a annoncé, par exemple, que plus de 1000 milliards de francs CFA ont été encaissés par le gouvernement de 2006 à 2007. A ces chiffres, il faut ajouter plus de 1,5 milliard de dollars, cet argent bloqué par la banque mondiale et réservé, au

départ, "aux générations futures" tchadiennes. Mais les autorités, avides d'argent ont réussi à débloquer ces fonds. Une partie de cette masse d'argent a servi et sert à acheter des quantités d'armes impressionnantes et à recruter des mercenaires pour combattre les rebelles hostiles au régime installés dans l'est du pays.

Les moyens ne manquent donc pas. Mais les autorités ont refusé, lors des négociations, de satisfaire les revendications légitimes des grévistes en les jugeant "excessives" et en prétextant le manque de "fonds nécessaires". Devant ce refus non justifié, la grève a repris de plus belle. Les bureaux, les écoles publiques demeurent toujours fermées; le service minimum instauré au début de la grève à l'hôpital central de Ndjaména a été cette fois-ci

supprimée; Ndjaména et autres grandes villes du pays sont à nouveau paralysées. Devant cette radicalisation de la lutte, le gouvernement s'est empressé de décider unilatéralement une augmentation de 15 % des salaires et des retraites. Devant le mépris et l'attitude arrogante affichée par le gouvernement, la grève qui dure depuis cinq semaines, est maintenue par l'UST malgré les menaces dont celle de la ministre de la fonction publique : "Nous allons (...) réquisitionner dans tous les services que nous considérons comme essentiels".

Les travailleurs ont raison de continuer la grève car c'est le seul moyen pour obliger les autorités à céder car l'augmentation qu'elles ont proposé est vraiment dérisoire.

### KOUCHNER AU TCHAD

## UNE TOURNÉE PLUTÔT MÉDIATIQUE !

Bernard Kouchner, le tout nouveau ministre français des Affaires étrangères vient d'effectuer sa première tournée africaine. Il s'est rendu successi-

accord de principe sur le "déploiement d'une force internationale" dans l'est du pays. Cette force est sensée venir en aide aux réfugiés, et les protéger des exactions commises par des Janjawids, milices soudanaises au service du régime de Karthoum.



Un camp de réfugiés  
à l'est du Tchad

vement à Bamako, Ndjaména et Karthoum. Au Tchad il a enregistré un

Cette tournée-éclair est surtout médiatique : montrer que le nouveau gouvernement s'est mis immédiatement à l'oeuvre, qu'il s'attaque aux problèmes sur tous les fronts non seulement en France mais aussi dans le reste du monde, notamment en Afrique, dans ses anciennes colonies où elle essaie de tenir le premier rôle.

S'agissant du Tchad, pourquoi avoir attendu si longtemps avant d'établir un "pont aérien" entre Abéché et Goz-Béida pour le

transport de l'aide aux déplacés de Darfour ? C'est depuis décembre 2003, avec le déclenchement de la guérilla au Darfour contre le pouvoir de Omar el Béchir que près de 2000 Soudanais, chassés de leur terre, ont trouvé refuge dans un village situé à l'est du Tchad. Les soldats français de l'opération "Epervier" étaient au courant des conditions de vie misérables de ces réfugiés; ils savaient que les Janjawids, ces miliciens armés venus du Soudan faisaient des incursions en territoire tchadien pour massacrer des réfugiés, sous prétexte d'éliminer des rebelles dissimulés parmi eux. Pourquoi n'étaient-ils pas intervenus à ce moment-là pour sécuriser cette zone?

En réalité l'armée française

n'est pas là pour venir au secours des malheureux, pour engager des oeuvres humanitaires. Elle est là pour soutenir le dictateur Déby dont le régime est menacé par des groupes rebelles opérant dans l'est du Tchad; elle est présente pour veiller aux intérêts capitalistes, français en particulier.

Au moment où l'impérialisme américain cherche à mettre un pied au Darfour par l'intermédiaire d'une force internationale, sous prétexte de venir au secours des populations locales; au moment où les Etats-Unis accusent certains dirigeants soudanais de "crime contre l'humanité", le gouvernement français cherche aussi à faire entendre son son de cloche.

#### CÔTE D'IVOIRE

### **TROIS MOIS APRÈS L'ACCORD DE OUAGA UN SEMBLANT DE PAIX DANS UNE SITUATION DE MISÈRE POUR LES CLASSES PAUVRES**

Le 12 juin dernier, s'est tenue à Yamoussoukro une réunion du CPC (le Cadre Permanent de Concertation) pour « l'évaluation des avancées et des difficultés dans la mise en application de l'accord de Ouagadougou ». Cette rencontre a regroupé les hommes politiques ivoiriens et était présidée par Blaise Compaoré, le président du Burkina, affublé du titre de « facilitateur ».

Plus de trois mois après la signature de l'accord, où en est-on ? Les points essentiels comme l'identification ou le démantèlement des milices n'ont toujours pas, à proprement dit, commencé. Mise à part la comédie de démantèlement de milices organisé dans l'Ouest du pays par l'entourage de Gbagbo qui suscite aujourd'hui des remous au sein des milices elles-mêmes et remis en cause par les autres signataires de l'accord. Concernant

les travaux d'indentification, ce n'est qu'à la veille de cette rencontre du 12 juin que Gbagbo a



Gbagbo et Soro à Abidjan  
après les accords de Ouaga

signé des décrets de nomination et d'affectation des préfets et des magistrats à travers tout le pays pour le démarrage des audiences foraines. Cela ressemblait plutôt à

une opération de charme, pour pouvoir dire que ça avance. Mais cela cache mal les difficultés de la mise en application de ce qu'ils ont signé. Témoins de ce tiraillement, c'est le fait de vouloir repousser une fois de plus la date de l'élection présidentielle au « premier semestre de 2008 ».

Dakoury Tabley, l'un des responsables de la rébellion armée, aujourd'hui « ministre des victimes de guerre » n'a pas manqué de dire que : « l'accalmie apportée par l'accord de Ouaga n'est pas la paix ». Tout le monde parle cependant de « paix ». Même les plus extrémistes des va-t-en-guerre. Les « jeunes patriotes » font des « caravanes de la paix » pour expliquer qu'ils sont en faveur de la « réconciliation ». Mais ces même gens n'hésiteront pas une seconde à entonner les chants de guerre si les choses n'allaient pas comme ils le souhaitent.

Ce à quoi on assiste actuellement n'est peut-être qu'une

accalmie qui peut cacher d'autres tensions et d'autres intensions. Nous n'avons aucune illusion à nous faire sur les faiseurs de guerre d'hier devenus aujourd'hui des « faiseurs de paix » car on ne change pas un bois en caïman même s'il a longtemps flotté sur l'eau.

Mais les travailleurs ont tout intérêt à mettre à profit cette relative période d'accalmie pour se faire entendre sur leurs revendications. Nous en avons assez d'entendre des discours du genre « nous sommes en crise, attendez l'après crise ». Pendant que nos dirigeants nous bercent avec ce genre d'argument, nos conditions d'existence se dégradent. La vie devient chère avec des augmentations anarchiques des prix à n'en point finir.

La lutte actuelle des enseignants doit nous inspirer pour défendre nos intérêts, pour améliorer nos conditions de vie et de travail. C'est la seule manière de nous faire entendre le plus efficacement.

## CÔTE D'IVOIRE

### **L'OBSCURANTISME GAGNE DU TERRAIN**

Depuis quelques jours une affaire de sorcellerie dans les églises et même dans les milieux politiques et d'affaires secoue la ville d'Abidjan. Il s'agit d'un ancien prêtre vaudou qui se serait converti à la religion chrétienne et qui s'est confessé. Dans une vidéo, il cite les noms d'hommes religieux, de footballeurs, d'hommes politiques connus qui auraient eu recours à des pratiques fétichistes tels que les sacrifices de nouveaux nés, « pactes avec des dieux et déesses vaudou » pour se faire connaître et occuper les positions qu'ils ont. Ce CD fait grand bruit à Abidjan et se vend à tous les coins de rue.

Il a eu un tel impact que certaines églises se sont vidées de

leurs fidèles qui trouvent que les pasteurs n'ont pas assez de pouvoir miraculeux. Ces révélations pourraient faire rire sous d'autres cieux.

Mais ici elles ont un tel succès et suscitent de l'émotion parce que les églises, les journaux et les médias d'Etat eux-mêmes véhiculent ce genre d'idées. Il ne se passe pas un jour où on ne voit dans les rues de nombreuses affiches qui invitent la population à des prétendues « séances de délivrance, de désenvoûtement » etc.

Dans les journaux, des pages entières sont consacrées à la publicité pour la promotion de « voyants » et autres « exorcistes », qui de façon

spectaculaire « démasquent les sorciers ». Les vicissitudes de la vie, le chômage, la misère, les maladies sont expliqués comme des attaques de prétendus sorciers. Ce qui finit toujours par convaincre une franche partie de la population. Ainsi, leurs clientèles sont composées de hauts cadres, de pseudo intellectuels.

La croyance en ces pratiques fétichistes est tellement ancrée dans la population, qu'on voit aussi des joueurs de football qui portent sur eux des gris-gris, finissant par croire que leur talent résulte de ces fétiches.

Mais il y a pire, car souvent dans les campagnes, cela se termine par des crimes où les victimes accusées d'être des sorciers sont purement et simplement éliminées physiquement.

Si les intellectuels africains ont une part importante de responsa-

sabilité dans la mesure où bon nombre d'entre eux croient aux mystères pour justifier que la sorcellerie existe, la misère, produit du système capitaliste est la cause principale. Dans les pays développés en Europe, toutes ces croyances ont existé dans le passé. Beaucoup de gens accusés de sorcellerie furent brûlés. Des intellectuels étaient révoltés par l'état d'arriération matérielle et morale dans lequel les classes dominantes maintenaient les masses populaires. Ils ont eu l'audace d'aller à contre courant des superstitions et croyances de toutes sortes. Ils ont su s'appuyer sur les forces progressistes de leur époque pour libérer la société de cette forme d'arriération. Avec l'évolution de la science qui permet l'explication de beaucoup de phénomènes, et surtout le changement de niveau de vie sur le plan économique, ces croyances ont reculé.

## SÉNÉGAL

### **UNE FLAMBÉE DES PRIX QUI AUGMENTERA ENCORE PLUS LA MISÈRE**

Quelques jours à peine après la réélection de Wade, il y a comme un goût amer de sa victoire, y compris parmi ceux qui ont voté pour lui, surtout dans les milieux modestes. Les prix des denrées de base se sont mis à s'envoler. Par exemple, avant l'élection présidentielle, le sac de riz de 50 kilos coûtait 10.000 F Cfa. Presque immédiatement après, il est vendu à 13.000 F. Le lait en poudre de 500 grammes est passé de 900 à 1200F. La petite bouteille de gaz, de 600F à 1100 F et la bouteille moyenne, de 1100 à 2.500F. L'augmentation du prix du carburant dans ce même laps de temps a renchéri en cascade les prix des produits agricoles.

La dernière augmentation en date est celle du prix de l'huile dont le Sénégal est pourtant un

grand producteur. Le litre passe de 750 à 850 F.

Cette nouvelle flambée des prix est d'autant plus difficile à supporter pour l'énorme partie de la population à faible revenu que cela se produit assez souvent alors que les salaires, eux ne bougent pas. Elle était prévue avant l'élection présidentielle mais Wade l'avait mise provisoirement sous le coude pour assurer d'abord sa réélection avant de l'autoriser. Cela a déçu une partie de ceux qui ont voté pour lui. Mais cela va surtout précipiter dans une misère toujours plus grande ceux qui étaient déjà au bord du gouffre. C'est cette situation de misère qui se répand dans l'ensemble du pays qui pousse de plus en plus de candidats à l'émigration à prendre tous les risques pour partir

trouver du travail en Europe. Nombreux sont ceux qui perdent leur vie en traversant la mer au bord d'embarcations de fortune. Le gouvernement sénégalais les traite comme des bandits et collabore étroitement avec les autorités européennes pour les traquer, en échange de quelques subsides.

Mais cette misère n'est pas une fatalité. C'est le résultat de tout un système économique où l'intérêt

de la grande majorité ne fait pas de poids à côté de celui des possédants qui veulent accumuler toujours plus de profits. Mais à force de pressurer les plus pauvres, à force d'exploiter toujours plus les travailleurs, à force de détourner l'argent des contribuables au profit d'une minorité, ceux qui sont au pouvoir ainsi que les possédants dont ils sont les serviteurs, finiront un jour par faire éclater la colère des masses pauvres.

## SÉNÉGAL

### **PRIVATISATION EN VUE DU PORT AUTONOME DE DAKAR ?**

Le gouvernement sénégalais craint que l'inquiétude des employés du Port Autonome de Dakar, apparue à la suite d'une rumeur concernant sa privatisation, se transforme en colère, voire en grève. Le bruit de cette privatisation court depuis plusieurs mois. Mais lorsque le président Wade avait reçu le 1<sup>er</sup> mai comme il est de coutume, les principaux dirigeants des appareils syndicaux, il leur avait dit qu'il n'y aurait pas de privatisation mais seulement des travaux d'extension pour agrandir le terminal à conteneurs et que les travailleurs n'auraient rien à craindre.

Aujourd'hui la rumeur devient un peu plus précise. Deux groupes, celui du Français Bolloré et Dubaï World Ports sont en concurrence à coups de milliards pour obtenir le magot. Il s'agit des travaux d'extension du port et de l'aménagement de nouvelles installations. Rappelons que le groupe Bolloré, à travers sa filiale SDV est présent au Port Autonome depuis très longtemps, qu'elle emploie un peu plus de 1200 personnes, ce qui représente 80% des dockers.

Mais voilà que le contrat a, semble-t-il, échappé à Bolloré au profit de son concurrent de Dubaï qui pourrait non seulement rafler la

construction du "port du futur" mais aussi probablement la gestion de l'ensemble du Port Autonome. Du coup l'inquiétude des 1 200 employés de la filiale de Bolloré devient plus vive quant à leur avenir. Les dirigeants syndicaux du Port Autonome ont déclaré à la presse que les dockers sont prêts à se mettre en grève s'il n'y a pas de garantie pour leur emploi.

Pour tenter de calmer les inquiétudes, le gouvernement a dépêché auprès des dockers, quelques leaders de la Cap 21 (Alliance de parti soutenant Wade) pour leur dire qu'il y a "une désinformation" autour de cette affaire et que toutes "les règles de la transparence et de bonne gouvernance seront respectées". Ils n'ont pas été jusqu'à dire qu'il n'y aura pas de privatisation ni de plan de licenciements, mais à demi-mots ils ont déclaré que les intérêts catégoriels des dockers passent après ceux du gouvernement.

On en est là pour le moment. Mais ce qui est sûr, c'est que quel que soit l'acquéreur définitif de cette privatisation qui n'a pas encore dit son mot, les intérêts des employés du port et ceux de leurs familles ne compteront pas pour ces rapaces. Seuls leurs profits

compteront. Et le peu d'avantages, si l'on peut s'exprimer ainsi, qui existent encore pour cette catégorie particulière de travailleurs du Port

Autonome, risquent de faire long feu, s'ils ne se défendent pas pour les conserver et, pourquoi pas, les améliorer.

## M A L I

### **KOUCHNER A BAMAKO PAROLES D'HYPOCRITE**

Bernard Kouchner, le ministre de Affaires étrangères de Sarkozy, a fait un saut à Bamako pour assister, le 7 juin, à la cérémonie d'investiture de Toumani Touré après sa réélection. Il a profité de l'occasion pour encenser le chef d'Etat malien avec lequel le gouvernement français entretient de bonnes relations notamment en matière de lutte contre l'immigration clandestine. On se souvient que Sarkozy, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, avait effectué par deux fois un voyage à Bamako pour ficeler avec les autorités maliennes des procédures facilitant l'expulsion des ressortissants maliens vers Bamako.

On ne sait pas ce qui s'est

mijoté cette fois-ci en coulisse entre Kouchner et le président malien. Certainement pas de bonnes choses pour les sans-papiers maliens de France. Et cela ne se dit pas devant les caméras. En revanche Kouchner n'a pas été avare en matière d'hypocrisie concernant le sort tragique de ceux qui perdent leur vie en tentant de fuir la misère qui règne dans leur pays. Il a fait sienne l'expression de l'ancien Premier ministre Rocard selon laquelle "la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde" tout en disant qu'elle fait plus que les autres pays. Ce qui est sûr, c'est qu'en matière d'hypocrisie, Kouchner n'est certainement pas le dernier dans le classement.

### **QUAND LE GOUVERNEMENT SE DIT PRÉOCCUPÉ PAR LA CHERTÉ DE LA VIE**

Depuis quelques jours la population malienne est confrontée à une nouvelle augmentation des prix des denrées de base telles que l'huile, le lait en poudre, le sucre, le riz, etc. Le gouvernement, par la bouche de son porte parole, se dit "préoccupé" et prétend que sa "priorité" est d'assurer "l'approvisionnement correct du pays en produits de première nécessité à des prix compatibles avec le pouvoir d'achat des populations". Certes, ce n'est pas lui qui décide du prix des produits d'importation mais il peut par exemple demander aux importateurs, aux commerçants grossistes comme aux demi-grossistes, aux transporteurs, de

réduire leur marge bénéficiaire pour que la population pauvre ne soit pas victime des augmentations des prix à l'importation. Mais de cela il n'en est pas question pour le gouvernement car il se soucie plus des intérêts des riches possédants que du sort des populations pauvres, victimes de ces rapaces.

Le gouvernement a aussi dans ses mains la possibilité d'augmenter le salaire des travailleurs, à commencer par ceux qui sont au bas de l'échelle dans l'administration. Mais de cela il n'en est pas question non plus pour lui qui se dit "préoccupé" et "inquiet" par la hausse des prix. Il sera très certainement préoccupé lorsque tous les

laissés-pour-compte descendront dans les rues de Bamako et d'autres grandes villes pour crier leur ras-le-bol contre la misère et la vie

chère comme l'avaient fait l'année dernière les habitants de Niamey au Niger voisin.

## M A L I

### REGAIN DE TENSION LE LONG DE LA FRONTIÈRE DANS LE CERCLE DE YELIMANÉ

Dans le Cercle de Yélimané, certains villages situés le long de la frontière entre le Mali et la Mauritanie craignent le retour de la violence. Du côté mauritanien on accuse les pasteurs maliens de venir faire paître leur bétail sur les terres dont ils se disent les propriétaires. Ils accusent également les paysans maliens de cultiver sur leurs terres. Du côté malien, on accuse les forces de l'ordre mauritaniennes de les chasser de leurs champs de cultures et d'obstruer les puits qui servent d'abreuvoirs à leur bétail. Heureusement que jusqu'ici aucun blessé n'est à déplorer ni d'un côté de la frontière ni de l'autre. Mais déjà du côté malien, certains commencent à parler de "vengeance", de "représailles" ou d'"embargo". Ceux-ci reprochent aux autorités maliennes leur manque de réactivité et se disent prêts à "faire justice" eux-mêmes.

Rappelons que le conflit frontalier entre les deux pays date de l'indépendance. C'est sur la partie de leur frontière située de part et d'autre du fleuve Sénégal que se situe leur litige. C'est une des séquelles du colonialisme. Chaque pays revendique la propriété du sol à tel ou tel endroit. A ce

conflit d'ordre frontalier s'ajoute un autre qui est d'ordre ethnique entre les populations arabo-mauritaniennes et négro-africaines. Rappelons que dans les années 1970, des affrontements inter communautaires violents s'étaient soldés par 70 morts du côté mauritanien et 24 du côté malien. Rappelons également que c'est ce même genre de conflit qui, cette fois-ci entre la Mauritanie et le Sénégal, en 1989, s'était transformé en véritable guerre, avec des centaines de morts et des dizaines de milliers de réfugiés. Jusqu'aujourd'hui encore ces réfugiés n'ont pas retrouvé leurs terres confisquées lors de cette guerre.

On n'en est pas là entre le Mali et la Mauritanie, fort heureusement. Mais des politiciens ou des officiers en mal de prestige ou tout simplement désireux de parvenir au pouvoir par tous les moyens, pourraient trouver là un moyen de se faire une popularité sur le dos des victimes de ce conflit. Voilà pourquoi il faut se méfier de tous ceux qui flattent les sentiments nationalistes ou communautaires et qui prétendent apporter des réponses dans cette direction-là.

IMMIGRATION**UNE POLITIQUE EN CONTINUITE**

Aussitôt que Brice Hortefeux a pris sa fonction de ministre de l'Immigration et de l'Identité Nationale, il a affirmé son ambition



Mobilisation à Paris contre  
le projet de loi de Sarkozy  
sur l'immigration

d'appliquer les objectifs prônés par Sarkozy lors de la campagne des élections présidentielles. En particulier il s'agit de s'attaquer aux clandestins. Il a affirmé qu'il veut poursuivre la reconduite à la frontière des sans-papiers. Son objectif chiffré est d'atteindre le nombre de 25.000 expulsions par an. Il a demandé aux forces de l'ordre de renforcer le nombre d'interpellations des immigrés en ville. Il a aussi menacé, tout au moins verbalement, de poursuivre en justice les sociétés ou les personnes employant des travailleurs en situation irrégulière.

Fait nouveau, Hortefeux a transmis au Conseil d'Etat un nouveau projet de loi pour limiter le droit de regroupement familial. Les nouvelles conditions, si elles sont appliquées, seront beaucoup

plus dures pour ceux qui voudront faire venir leur famille en France. Le demandeur devra prouver qu'il possède un logement « convenable » pouvant accueillir sa famille, et un revenu mensuel au moins égal au Smic, sans qu'il soit tenu compte des allocations familiales. De plus, ceux qui demanderont à venir en France dans le cadre du regroupement familial, devront au préalable « maîtriser la langue française », sinon ils devront suivre des cours de langue française dans leur pays et avoir une « attestation de suivi » pour obtenir le visa.

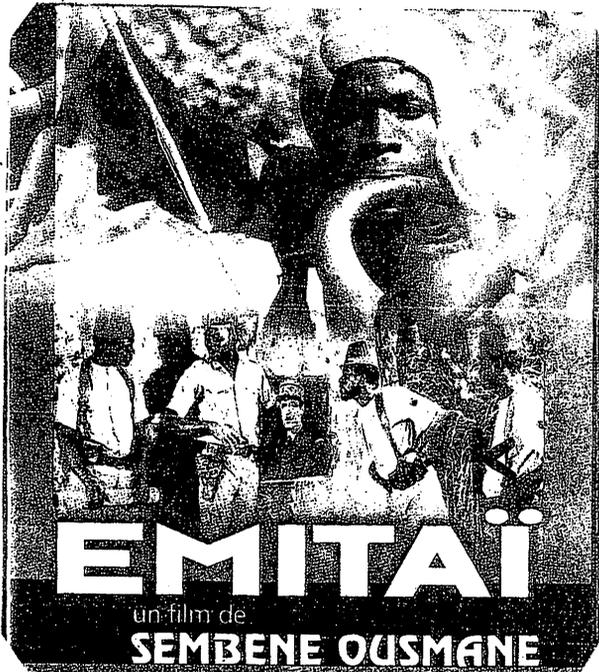
Autant dire qu'il n'y a pas beaucoup de travailleurs immigrés qui pourront remplir toutes ces conditions. Si Sarkozy et son acolyte Hortefeux s'en prennent autant à l'immigration, c'est dans le but d'attirer vers eux et vers leur parti, l'UMP, l'électorat d'extrême droite. Cela s'est vu lors de l'élection présidentielle comme lors des législatives qui l'ont suivi.

Mais la réalité de la politique de Sarkozy et de son parti, c'est de continuer la politique anti-ouvrière du gouvernement précédent, voire de l'aggraver encore plus. Il veut diminuer les remboursements des frais de soins, repousser l'âge de départ à la retraite, obliger les travailleurs à faire des heures supplémentaires, etc. En même temps il fait des cadeaux aux plus riches, en leur faisant payer moins d'impôts, en diminuant les charges sociales.

Il mérite un coup de colère de l'ensemble des travailleurs. Et c'est ensemble, au coude à coude dans les luttes que les travailleurs français comme immigrés devront le faire reculer.

SEMBENE OUSMANE**UN HOMME QUI A DÉFENDU  
LA CAUSE DES OPPRIMÉS**

Sembène Ousmane est décédé le 9 juin dernier à l'âge de 84 ans à son domicile à Dakar. C'était un



militant qui avait consacré presque toute sa vie à servir la cause des opprimés. Il est connu en Afrique et dans le monde par ses romans et aussi par ses films souvent tirés de ses propres romans. Il est né à Ziguinchor (sud du Sénégal) en 1923 et a été à l'école primaire jusqu'à l'âge de 13 ans. A 21 ans, il est enrôlé comme beaucoup de jeunes de son âge dans l'armée française lors de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale.

Après son retour à Dakar en 1947, il décide de regagner la France où il travaille comme docker à Marseille. Là il adhère au syndicat CGT puis au Parti Communiste Français. Il tire de cette expérience le sujet de son premier roman intitulé "Le docker noir" publié en 1956. Il a écrit de nombreux autres romans et surtout "Les bouts de bois de Dieu". Ce

livre raconte la grève des cheminots en 1947 de la ligne de chemin de fer Dakar-Niger qui relie Dakar à Bamako. La lutte des travailleurs du rail a été soutenue par des collectifs où les femmes ont également joué un grand rôle. Ce combat pour l'égalité des droits avec les travailleurs français fut couronné de succès.

Sembène Ousmane rentre en Afrique en 1960, l'année des indépendances. Les intellectuels qui arrivent au pouvoir et dans les affaires à ce moment-là, cherchent avant tout à profiter de leur position pour s'enrichir au détriment de la population. Les gens pauvres âgés et illettrés se trouvent confrontés aux tracasseries devant les guichets de l'administration. Sembene Ousmane dénonce sans ménagement cette situation dans "Le mandat" paru en 1968.

D'autres romans et films tels que "Xala" dénonce la cupidité de cette "nouvelle bourgeoisie" et son souci d'étaler sa richesse pour s'affirmer, entretenir une certaine notoriété aux yeux de son entourage. Le nombre d'épouses fait partie des critères de richesse que ces nouveaux parvenus, intellectuels ou pas, cherchent à faire étalage à travers des mariages pompeux. Sembène Ousmane dénonce cela. Il n'était pas un idéologue ou un théoricien. Il était un militant infatigable et c'est beaucoup.

Dans son film "Ceddo" (1977) il relate des révoltes à la fin du 17<sup>ème</sup> siècle des populations de l'Afrique de l'Ouest qui refusent de se convertir aux nouvelles religions telles que l'islam. Ce film fut interdit par Senghor, chef d'Etat du Sénégal.

Le film "Le camp de Thiaroye" relate un massacre perpétré par les autorités coloniales françaises aux premières heures du gaulisme. Des anciens combattants démobilisés de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale ont été abattus par centaines dans cette caserne pour avoir réclamé les pensions qui leur avaient été promises. Ce film fut interdit en France durant plusieurs années à l'époque où le Parti Socialiste était au pouvoir et où Jack Lang était ministre de la culture.

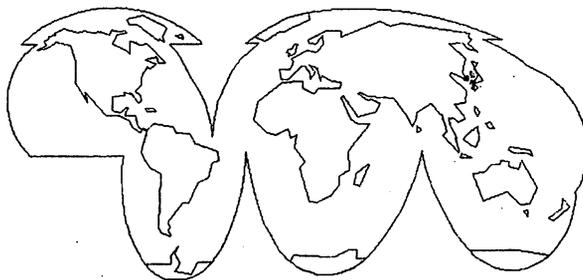
"Moolaadé", son dernier film dénonce la cruauté faite aux femmes à travers le sort réservé à quatre adolescentes dans un village et surtout les pratiques de mutilations sexuelles dont sont victimes des millions de femmes en Afrique. Ce film salue la lutte des femmes pour "faire tomber les couteaux" des exciseuses et pour leur dignité. Dans ce film Sembene montre que les hommes aussi, surtout les jeunes ont intérêt à lutter aux côtés des femmes pour mettre fin à ces pratiques dont ils subissent eux aussi, en fin de compte, les conséquences. Quand il a réalisé ce film Sembene avait plus de 80 ans. Il a lutté presque jusqu'à son dernier souffle, jusqu'à ce que la maladie et la vieillesse l'emportent.

Au cours de sa vie Sembene Ousmane allait lui-même au volant de sa camionnette avec un petit groupe

électrogène, projeter ses films jusque dans les villages africains. Il ne reculait pas devant les difficultés et celles-ci étaient nombreuses. Il fallait aller dans la brousse, traverser parfois des frontières. Il fallait se débrouiller avec peu de moyens, pour réparer le véhicule et le matériel, installer les salles de projection, négocier avec la chefferie et les autorités. Il fallait inlassablement susciter et organiser les débats, convaincre la jeunesse.

L'Afrique est grande et il est difficile d'être au courant de tout ce qui se passe dans ce continent. Les intellectuels africains sont nombreux. Mais combien parmi eux sont capables de consacrer ne serait-ce qu'une infime partie de leur temps, de leur énergie, de leur savoir, de leurs moyens, de leurs préoccupations, à la lutte pour combattre le système capitaliste qui est en dernière analyse le fléau dont souffrent des millions d'hommes et de femmes? Nombre d'intellectuels se contentent de pleurnicheries ou de célébrations stériles, à l'image des ministres et autres notables présents à l'enterrement de Sembene. Mais des intellectuels dignes de ce nom c'est-à-dire généreux et capables d'être des militants à l'exemple de Sembene Ousmane font cruellement défaut à l'Afrique pour continuer ce combat.

**TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**



**UNISSONS-NOUS !**

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.